



Conférence internationale sur le modèle social  
européen organisée par EURISPES et la Fondation  
Friedrich Ebert à Rome  
10-11 mai 2007

---

## **Un gouvernement économique pour l'Europe**

Intervention de Pierre Héritier le 11 mai 2007

---

Le président de EURISPES Gian Mario FARA nous a dit que l'Europe devait faire rêver les citoyens. Je partage cette idée : L'Europe constitue une perspective historique, elle doit porter une ambition forte. Malheureusement l'Europe actuelle ne fait pas rêver. Elle suscite des inquiétudes et des rejets. Mais ces sentiments ne doivent pas être mal interprétés. L'Europe doit être compréhensible par les citoyens et faire la preuve de son utilité. C'est le moment de relancer l'Union Européenne sur de bonnes bases. C'est ce qu'attendent les populations européennes.

La gouvernance économique de la zone Euro constitue l'un des volets de cette Europe que nous voulons construire. C'est un volet important mais pas exclusif. D'autres pistes d'action, d'autres propositions tout aussi importantes ont été cernées depuis le début de ce séminaire. Pour relancer l'Union Européenne il y a besoin d'une batterie de propositions.

Lasaire a commencé sa réflexion sur la gouvernance de l'Euro à partir de Maastricht. Nous avons d'abord cru que la création de la monnaie unique susciterait spontanément la mise en place d'une Europe Politique, tout au moins d'un gouvernement économique de l'Euro et de la zone euro. Mais rien n'est venu. Et rien ne se fera « par génération spontanée ». Sans mobilisation, sans lutte, sans l'appui des citoyens, l'Europe continuera sur sa lancée actuelle.

Pour nous la gouvernance de l'Euro se situe dans le cadre d'une proposition « d'architecture » de l'Union Européenne, comportant différents stades d'intégration en fonction de la capacité et des besoins de chaque Etat membre. La zone Euro, dans cette architecture, constituerait « l'avant-garde » de l'Europe. Mes propos ne sont pas ceux d'un expert mais ils prennent appui sur les travaux de réflexions de nos experts et sur des réflexions conduites par Lasaire depuis plusieurs années.

Aujourd'hui je vois trois raisons de parler de la zone Euro :

### **1) Une raison économique, sociale et environnementale**

Comment mettre l'Europe au service du développement durable ? C'est-à-dire d'une économie qui respecte l'environnement et le facteur humain, recherche le plein emploi et la qualité de l'emploi, s'efforce de produire des richesses permettant de maintenir un niveau élevé de protection sociale.

## 2) Une raison politique et citoyenne

Rendre l'Union Européenne et la zone Euro compréhensibles par tous les citoyens. C'est la base de l'intervention du citoyen et le fondement de la démocratie.

## 3) Une raison conceptuelle ou philosophique

Par delà la zone Euro, l'Union Européenne ne peut rester un simple espace concurrentiel. Nous devons agir pour rééquilibrer « concurrence » et « coopération ». Ce sont les deux piliers de l'Union Européenne. Mais aujourd'hui il existe un déséquilibre manifeste au profit de la concurrence.

### **Mettre l'Euro au service du développement durable, c'est poser la question de la croissance**

En effet

Les questions posées par Detlev ALBERTS ne peuvent trouver de réponses sans croissance et sans une inflexion du modèle de croissance.

Déjà aujourd'hui deux constats indiscutables :

1. La Zone Euro souffre d'une faiblesse de la croissance. En particulier la France, l'Allemagne et l'Italie sont considérés comme les mauvais élèves de la classe.
2. Nous avons une monnaie unique et une politique monétaire unique mais chaque pays de la zone Euro développe une politique économique différente, concurrente, contradictoire. De ce fait, nos échanges fonctionnent sur la base d'un jeu à somme nulle qui exclut le gagnant-gagnant.

Pour certains économistes, comme Jean Paul Fitoussi, économiste français, très connu à Rome c'est la raison quasi exclusive de notre déficit de croissance. A Lasaire nous partageons ce point de vue avec cependant quelques nuances, car il existe aussi des raisons spécifiques à certains pays, tels que la France dont l'économie souffre d'un mauvais positionnement dans la division internationale du travail, d'une faiblesse de ses PMI, souvent de trop petite taille et peu accessibles à l'innovation, d'un besoin de « requalification » des salariés âgés et d'une insuffisance de formation professionnelle pour une partie des jeunes qui entrent sur le marché du travail.

Mais la faiblesse de la croissance constitue un handicap majeur. Dans la zone Euro Les jeux coopératifs n'existent pas. Ce sont les logiques de concurrence qui l'emportent. Si un pays relance sa consommation, les autres réduisent leurs coûts salariaux pour capter la croissance. C'est la stratégie du passager clandestin... A tour de rôle chacun s'efforce de déstabiliser les autres dans l'espoir d'améliorer sa situation ...Il y aurait au contraire besoin d'une politique économique commune. Ainsi, il serait logique que les salaires qui constituent la source de la demande progressent dans chaque pays membre au rythme des gains de productivité des différents pays. Cette politique serait neutre pour les échanges intra européens (qui représentent 50% des échanges de la zone Euro) : Mais au moins pourrait-on **chercher à converger**. Au contraire, c'est la culture de la divergence et de la concurrence qui règne en maître absolu. C'est pourquoi nous posons le problème de la gouvernance de la zone Euro ; Il n'existe pas de coordination des **politiques** économiques et monétaires : nous avons besoin d'un pilote et d'outils de pilotage.

**Le pilote** : ce pourrait être le gouvernement économique zone Euro, tout au moins la **gouvernance**. Il y a d'ailleurs une tentative dans ce sens là avec le processus de Cologne. Mais cela ne fonctionne pas. Cette structure, ce processus virtuel, regroupe une trop grande diversité de dirigeants : les politiques, les technocrates de la banque centrale, les dirigeants du patronat,

les représentants de la CES ... Cette instance pourrait être utile comme instance de concertation. C'est pourquoi il faut donner vie au processus de Cologne, mais le compléter par un organe politique, émanant des seuls pays de la zone Euro, et responsable de la tutelle de la banque centrale et de la coordination des politiques économiques et monétaires : cela est possible dans le cadre des coopérations renforcées.

**Les outils de pilotage** ont été évoqués par ceux qui m'ont précédé, en particulier le Professeur MONTANI :

- Nous avons besoin d'un vrai budget pour financer des projets, de vrais projets de coopération.
- Nous devons rechercher une harmonisation fiscale au sein de l'Union Européenne et d'abord au sein de la zone Euro.

L'Euro ne peut fonctionner comme le mark. Dans l'ex RFA il existait un équilibre des forces entre la banque centrale et la puissance du syndicalisme allemand. Entre le Bundesbank et l'IG Metall s'établissait un rapport de force qui avait des effets vertueux pour l'économie, la monnaie et les politiques sociales. Mais cette époque est révolue, car la situation allemande a beaucoup changé. Mais surtout parce que les syndicats des pays de l'Euro sont divisés et, au total, beaucoup moins puissants. Il est temps de redonner au politique le pouvoir qui leur revient comme c'est le cas ailleurs, aux Etats-Unis en particulier.

Je serai plus succinct sur les deux autres raisons, car elles s'imposent d'elles-mêmes par leur évidence.

- **La mise en place d'une gouvernance de la zone Euro s'impose comme une nécessité démocratique.**

L'Union Européenne, la zone Euro en particulier, constitue une boîte noire pour les citoyens. Ceux qui sont élus n'ont pas le pouvoir et ceux qui ont le pouvoir ne sont pas élus. Ce constat est renforcé par la complexité du fonctionnement du Conseil Européen et par l'ambiguïté de nos gouvernements qui s'abritent derrière l'Europe pour faire passer des mesures impopulaires. L'existence d'un vrai Président de l'Union Européenne et d'un gouvernement économique de l'Euro rendraient visible et lisible le fonctionnement de l'Union Européenne et permettraient de faire régresser et le sentiment d'impuissance et la défiance à l'égard de l'Europe : c'est la base de la démocratie celle-ci est indispensable à l'avancée de la construction Européenne qui ne peut progresser sans l'adhésion active des citoyens.

- **Enfin, par delà la zone Euro, l'Union Européenne doit devenir un espace de coopération entre les pays et entre les peuples.**

Nous sommes des partenaires et pas seulement des concurrents. Cette conception doit trouver sa traduction dans des réalisations concrètes. Déjà Jacques DELORS appelait à développer ensemble des infrastructures et des autoroutes de l'information.

Dans le domaine de la recherche, de l'innovation et des politiques industrielles, l'Union Européenne, pourrait et devrait développer des champs de coopération qui relèvent d'un niveau supranational.

Les Etats-Unis savent le faire : le plan Clinton pour le médicament en est l'illustration. Les américains sont soucieux d'efficacité quand leurs intérêts sont en jeu. Ne soyons pas plus libéraux que les Nord Américains.

Il est un domaine où la coopération s'impose : s'est bien celui de l'énergie ! les enjeux énergétiques et les exigences du développement durable appellent une réponse Européenne. Au lieu de cela, la France cherche des solutions nationales pour Gaz de France. Serons-nous un jour capables de dépasser nos intérêts nationaux à court terme ? Il serait temps de faire la CECA de l'énergie. C'est un objectif qui permettrait de répondre à un besoin réel et urgent et c'est aussi un projet concret qui permettrait de redonner à la constitution Européenne une ambition collective et une perspective fédératrice pour les Etats , les pays et les citoyens eux-mêmes de l'Europe.